



La République islamique d'Iran et le financement de groupes terroristes au Moyen- Orient



© STRINGER/AFP

Bertrand PETTTIER

Association Werra

Juin 2021



Diplômé d'un Master 2 en Géostratégie, défense et sécurité internationale de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, **Bertrand Petitier** s'est spécialisé sur les questions géopolitiques liées à la République islamique d'Iran, notamment sur son projet militaire au Moyen-Orient.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Juin 2021



INTRODUCTION

« Mes salutations à la Palestine puissante et opprimée [...]. Salutations au Hamas, au Jihad & à tous les groupes djihadistes & politiques palestiniens »¹ a tweeté le Guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei le 21 mai 2021 à la suite des affrontements entre les forces armées israéliennes et le groupe terroriste du Hamas. Montrant son soutien à ces différents groupes qualifiés de terroristes par plusieurs organisations internationales et plusieurs États, la République islamique d'Iran provoque de nombreuses critiques et ce depuis la naissance du régime islamique en 1979. En effet, Téhéran est souvent pointé du doigt par les organisations internationales pour des activités de financement de groupes considérés comme terroristes, notamment le Hezbollah, le Hamas ou le Jihad islamique en Palestine. En octobre 2017, le président américain Donald J. Trump dénonce l'attitude du régime islamique iranien et affirme que ce dernier « reste le premier État à soutenir le terrorisme dans le monde et fournit une assistance à Al-Qaïda, aux talibans, au Hezbollah, au Hamas et à d'autres réseaux terroristes »².

Ce régime chiite s'est construit dans une dialectique ouvertement anti-occidentale, notamment contre l'interventionnisme américain, et par la défense des valeurs islamiques, qui seraient menacées par la modernité occidentale. Dès 1979 et la crise des otages américains, où cinquante-deux fonctionnaires des États-Unis sont retenus dans leur ambassade pendant quatre cent quarante-quatre jours, les relations entre Téhéran et le reste du monde se tendent et le régime islamique est mis au ban de la scène internationale. La présidence de Mahmoud Ahmadinejad entre 2005 et 2013 est marqué par un regain de tensions entre Israël et la République islamique d'Iran, avec des déclarations provocatrices du président iranien concernant la Shoah ou l'organisation d'une conférence internationale à Téhéran en 2006 portant sur la « réalité » du génocide juif. Profondément antisioniste, le régime iranien s'est toujours fait le chantre de l'anti-américanisme dans la région et du rejet de l'existence de l'État d'Israël. En conséquence, la République islamique d'Iran est accusée de soutenir financièrement plusieurs groupes qualifiés de terroristes comme le Hezbollah. Littéralement « Parti de Dieu »,

¹Ayatollah Khamenei [@fr_Khamenei] (21 mai 2021). « *Au Nom de Dieu, Clément et Miséricordieux Mes salutations à la Palestine puissante & opprimée. Salutations aux jeunes palestiniens (...)* » Twitter, consulté le 25 mai 2021, disponible sur : https://twitter.com/fr_Khamenei/status/1395798402672254980

² President Donald J. TRUMP, « Remarks by President Trump on Iran Strategy », 13 octobre 2017, consulté le 28 mai 2021, disponible sur : <https://trumpwhitehouse.archives.gov/articles/president-trump-announces-iran-strategy/>



ce groupe chiite créé au Liban en 1982, est classé dans la liste des organisations terroristes par plusieurs pays dont les États-Unis, l'ensemble des pays de la Ligue arabe, le Royaume-Uni, le Canada ou l'Allemagne. Seule la branche militaire du Hezbollah est considérée comme terroriste pour l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Via son soutien à des groupes armés terroristes, la République islamique d'Iran est accusée par plusieurs pays de la région d'être source de déstabilisation. Cette aide peut revêtir plusieurs aspects, aussi bien d'un point de vue financier qu'organisationnel avec l'envoi de *Pasdarans* (le corps des Gardiens de la Révolution) pour former les troupes au combat. Il est cependant difficile de chiffrer avec précision le montant des sommes engagées dans le financement de ces groupes et de quantifier l'ensemble de l'aide matérielle apportée directement aux groupes armés (matériels militaires, logistique, ...). Néanmoins, il semble nécessaire de se pencher sur cette question du financement iranien dans les groupes armés terroristes afin d'exposer une stratégie plus large de la part du régime islamique iranien.

Ainsi, dans cet article, il conviendra de revenir sur les liens qui unissent les groupes terroristes et la République islamique d'Iran, en détaillant les leviers utilisés par l'État iranien pour soutenir financièrement et matériellement les différentes organisations combattantes. Cette politique de subvention du terrorisme s'inscrit dans une vision iranienne plus vaste, avec l'utilisation de ces groupes tiers en tant qu'acteurs actifs de la stratégie militaire de l'Iran au Moyen-Orient.

Les liens entre la République islamique d'Iran et les groupes terroristes présents au Moyen-Orient.

Le régime iranien, dirigé par le Guide suprême Ali Khamenei est considéré comme proche de plusieurs groupes terroristes. Après un rapide historique des liens entre ces groupes et les autorités iraniennes, il sera important de se pencher sur l'estimation de la politique d'aide aux forces ou groupes armés terroristes et sur les leviers utilisés par le régime pour faire parvenir cette dernière aux groupes armés combattants.



Les liens entre les groupes terroristes et la République islamique d'Iran depuis 1979 : un bref historique

L'Iran, peu après l'instauration du régime islamique dirigé par l'ayatollah Khomeiny, va s'impliquer au Liban à la suite de l'opération Litani. Cette opération menée par Israël en juin 1982 provoque l'occupation de la frontière libano-israélienne par les forces armées israéliennes afin de mieux contrôler les flux de population, prévoyant l'instauration de zones de sécurité qui empiètent sur 10% du territoire libanais. En effet, de nombreux groupes palestiniens traversent la frontière et se réfugient au Liban. Tsahal, nom de l'armée israélienne, intensifie sa pression sur ces groupes palestiniens réfugiés et entre même dans Beyrouth³. Le Guide suprême Rouhollah Khomeiny décide d'envoyer près de 2 000 Gardiens de la Révolution dans la plaine de la Bekaa, via la Syrie⁴, afin d'aider les milices chiites à s'organiser et à se procurer du matériel militaire. Ces différentes milices chiites se regroupent au sein d'une même entité : le Hezbollah. Ce dernier est déterminé à éradiquer la présence d'Israël sur le territoire libanais et désire même participer à la destruction de l'État hébreu. Le « Parti de Dieu » bénéficie alors de nombreux transferts logistiques et de compétences de la part des *Pasdarans*. Les dirigeants du Hezbollah décident aussi de reconnaître le principe de *wilâyat al-faqîh*, c'est-à-dire la tutelle exercée par le clergé sur la communauté chiite, permettant ainsi à l'ayatollah Khomeiny d'exercer une influence sur les décisions de l'organisation libanaise. Le Hezbollah va être ainsi un instrument important pour la République islamique d'Iran dans la poursuite de sa politique étrangère. À la suite de la guerre en 2006 entre le Hezbollah et Israël, l'État iranien œuvre au réarmement du groupe armé permettant à ce dernier de faire une démonstration de force impressionnante en pilonnant sans interruption le Nord de l'État hébreu. Cet événement révèle l'important développement capacitaire du Hezbollah, qui apparaît alors comme un acteur militaire majeur de la région, ayant réussi à tenir en échec l'armée israélienne⁵.

Le Hezbollah n'est pas le seul groupe à bénéficier de l'appui de la République islamique d'Iran, c'est par exemple également le cas du Hamas, acronyme partiel de « Mouvement de résistance islamique », fondé en 1987. Ce mouvement palestinien prône la destruction d'Israël et l'instauration d'un État islamique en Palestine. Bien que l'organisation soit arabe et sunnite,

³ Daher Aurélie, « Chapitre II. Le Hezbollah, prolongement de la Résistance islamique au Liban. Cristallisation d'une nouvelle structure militante », dans *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, sous la direction d'Aurélié Daher, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, p. 70

⁴ Hourcade Bernard, *Géopolitique de l'Iran, les défis de la renaissance*, Paris, Armand Colin, 2016. p.204

⁵ Paglia Morgan, Tourrat Vincent, « L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient, Les défis de la guerre par procuration » *Focus stratégique*, n° 95, Institut français des Relations internationales, mars 2020, p.18.



ce soutien s'inscrit dans la rhétorique universaliste révolutionnaire de soutenir la *Umma*, la communauté des croyants, dans son ensemble, contre l'oppression. En effet, un des piliers idéologiques de la République islamique d'Iran est sa lutte contre l'oppression des peuples musulmans. Même si le Hamas et l'État iranien semblent avoir pris des distances depuis la guerre en Syrie car l'organisation palestinienne a soutenu les rebelles qui se battent contre Bachar al-Assad, l'ayatollah Khamenei a officiellement soutenu les leaders du Hamas lors des événements de mai 2021 en les félicitant pour leur victoire « sur l'entité criminelle sioniste »⁶ sur le réseau social Twitter. Le régime garde donc des liens avec cette organisation palestinienne.

Autre groupe important pour la République islamique d'Iran, le Jihad islamique palestinien (JIP) fondé dans les années 1970 en Égypte et dont le siège se trouve désormais à Damas depuis 1989. Entre ces deux périodes, l'organisation est passée par le Liban où elle a eu des liens avec le Hezbollah. Le Jihad islamique palestinien, à la différence du Hamas ou du Hezbollah, s'inspire directement des valeurs révolutionnaires iraniennes. Le groupe se concentre ainsi sur l'action politique et armée au détriment de l'action sociale. Il se revendique comme un mouvement sunnite nationaliste et révolutionnaire. Téhéran serait l'une des principales sources de revenus du JIP et aurait employé un système d'incitation qui aurait versé des millions de dollars au groupe pour des attaques réussies contre Israël⁷. Cependant, à l'instar du Hamas, les relations entre le JIP et la République islamique d'Iran peuvent connaître des périodes de refroidissement notamment en mai 2015 quand l'Iran coupe son financement au JIP à cause de son refus de soutenir l'implication iranienne au Yémen. Malgré cela, un après Téhéran reprend son financement de ce groupe avec le désir d'accroître la participation financière iranienne pour les organisations palestiniennes luttant contre Israël, dans un contexte de dégel des avoirs iraniens à la suite des accords de Vienne de juillet 2015⁸.

Il est aussi important de mentionner que les autorités américaines accusent l'Iran d'héberger sur son sol des terroristes, favorisant ainsi leurs activités. Les agents d'Al-Qaïda (AQ) peuvent en effet séjourner en Iran, d'où ils ont pu transférer de l'argent et des combattants

⁶ Ayatollah Khamenei [@fr_Khamenei] (21 mai 2021). « *Je remercie Dieu pour son aide et l'honneur qu'il a accordé aux combattants palestiniens. Je présente mes félicitations pour la (...)*. Twitter, consulté le 24 mai 2021 disponible sur : https://twitter.com/fr_Khamenei/status/1395800017949048833

⁷ LEVIN Daniel, « Iran, Hamas and Palestinian Islamic Jihad », *Wilson Center*, 9 juillet 2018, consulté le 23 juin 2020, disponible sur : <https://www.wilsoncenter.org/article/iran-hamas-and-palestinian-islamic-jihad>

⁸ Ibid.



en Asie du Sud et en Syrie notamment. Selon le Département du Trésor américain, la République islamique d'Iran a « sciemment permis à ces membres d'AQ [...] de transiter par son territoire en direction de l'Afghanistan pour y suivre une formation et à des fins de planification opérationnelle »⁹.

Ainsi, de nombreux groupes armés ont pu bénéficier et bénéficient encore de l'aide financière et militaire de la République islamique d'Iran. Cet État est considéré comme l'État parrain du terrorisme par excellence par de nombreux pays, notamment les États-Unis et Israël, car il s'oppose clairement à leurs intérêts stratégiques. Il est intéressant maintenant de s'intéresser aux montants déboursés par les autorités iraniennes, alors même que le pays traverse une profonde crise économique et sociale due aux sanctions américaines rétablies à la suite du retrait des États-Unis des accords de Vienne en mai 2018 par le président américain Donald J. Trump.

Les politiques d'aides financières de la République islamique d'Iran auprès des groupes terroristes du Moyen-Orient

L'aide financière apportée par la République islamique d'Iran aux différentes organisations qualifiées de terroristes par plusieurs pays est difficile à quantifier du fait du caractère éminent secrète de ces transactions. Cependant, un des acteurs privilégiés dans ces transactions est la force d'intervention Al-Qods des Gardiens de la Révolution. Cette unité d'élite fondée à la fin des années 1990 est chargée des opérations extérieures et des activités de guerre non conventionnelles. Ainsi, les activités d'appui des groupes armés terroristes fait partie de ses prérogatives et le régime s'appuie largement sur cette force pour faire parvenir les fonds et équipements militaires.

Comme dit précédemment, il est difficile d'évaluer le montant des transactions financières adressées aux organisations terroristes. Une partie de ce soutien financier prend la forme de fonds en espèces, tandis qu'une grande partie est matérialisée par des biens matériels militaires, allant de la roquette aux armes légères, transitant par Damas. Les États-Unis cherchent ainsi à comprendre les méthodes de financement de l'organisation chiite afin de

⁹ Groupe d'action sur l'Iran – Département d'État des États-Unis, « Un régime hors-la loi, chroniques des activités destructrices de l'Iran », mai 2019, consulté le 1^{er} juin 2021, disponible sur : <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/05/French.pdf>



pouvoir mener des opérations contre ces sources pour affaiblir durablement le Hezbollah. En effet, en avril 2019, Washington offre jusqu'à 10 millions de dollars à « toute personne susceptible de fournir des informations sur les mécanismes de financement du Hezbollah et nommément identifier trois des grands bailleurs de fonds du parti ». Cette annonce démontre la volonté de l'administration américaine de lutter contre les réseaux internationaux de financement du Hezbollah en attribuant des récompenses financières aux individus qui pourraient permettre de tarir certaines sources de revenu de l'organisation. La diplomatie américaine estime ainsi que :

« Le Hezbollah génère près d'un milliard de dollars par an grâce au soutien financier direct de l'Iran, à des échanges et investissements internationaux, à un réseau de donateurs et à des activités de blanchiment d'argent »¹⁰

Dans un document publié en 2019 par le Département d'État américain, les autorités américaines estiment que l'Iran finance le Hezbollah à hauteur de 700 millions de dollars par an, ce qui représente l'écrasante majorité du budget annuel du groupe¹¹. Pour Israël, le Hezbollah est une des principales menaces sécuritaires pour ses intérêts. Ainsi, Tel-Aviv multiplie les accusations de livraisons d'armes au Hezbollah par la République islamique d'Iran en appelant l'ONU à prendre des sanctions contre Téhéran, notamment en novembre 2016, alors que l'Iran voit la levée de sanctions internationales après la signature du *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA, les accords de Vienne sur le nucléaire iranien) en juillet 2015¹².

Pour le Hamas, le soutien financier était évalué à hauteur de 20 à 30 millions de dollars par an, selon un rapport publié par le *Congressional Research Service* en décembre 2010¹³. Le Département d'État dans son rapport du groupe d'action sur l'Iran estime qu'en 2019, la République islamique d'Iran fournirait un soutien combiné à hauteur de 100 millions de dollars par an à des groupes terroristes palestiniens, notamment le Hamas, le JIP et le Front populaire de libération de la Palestine. Le leader du JIP de 1995 à 2018, Ramadan Shallah rencontre le

¹⁰ « Washington offre jusqu'à 10 millions USD pour toute information sur le financement du Hezbollah », *L'Orient-Le Jour*, 22 avril 2019, consulté le 28 mai 2021, disponible sur : <https://www.lorientlejour.com/article/1167490/le-departement-detat-offre-jusqua-10-millions-usd-pour-toute-information-sur-le-financement-du-hezbollah.html>

¹¹ Groupe d'action sur l'Iran – Département d'État des États-Unis, « Un régime hors-la loi, chroniques des activités destructrices de l'Iran », *op.cit.*

¹² « Israeli accusations against Iran intended to hide crimes against Palestinians », *Tehran Times*, 24 novembre 2016, consulté le 28 mai 2021, disponible sur : <https://www.tehrantimes.com/news/408521/Israeli-accusations-against-Iran-intended-to-hide-crimes-against>

¹³ Zanotti Jim, « Hamas: Background and Issues for Congress », le *Congressional Research Service*, 2 décembre 2010, consulté le 1^{er} juin 2021, disponible : <https://fas.org/sgp/crs/mideast/R41514.pdf>



Guide suprême iranien en juin 2002, rencontre durant laquelle ce dernier promet d'augmenter les fonds de 70% pour couvrir les dépenses liées aux attentats suicides et la poursuite des livraisons d'armes. En effet, les montants versés par la République islamique d'Iran varient en fonction des résultats et des actions du JIP, le financement fonctionne de manière incitative : plus les membres du Jihad islamique palestinien perpètrent d'attentat plus la somme versée sera importante pour le groupe. Cependant, ces différentes organisations bénéficient aussi d'autres sources de financement comme le Hamas qui capte des fonds provenant de « donateurs arabes et musulmans et de personnes libres du monde entier qui sont solidaires de notre peuple et de ses droits » selon les mots de Yahya Sinwar, le chef du Hamas dans la bande de Gaza¹⁴. Ainsi, le contrôle iranien sur ses organisations est à nuancer car ces dernières peuvent poursuivre leurs propres intérêts qui peuvent diverger de ceux iraniens.

Dans le rapport publié par le Département d'État en 2019, les autorités américaines précisent les techniques utilisées par la République islamique d'Iran pour faire transiter l'argent auprès des groupes armés partenaires. Ainsi, les autorités iraniennes utilisent principalement des sociétés-écrans et d'autres types d'entités d'apparence légitime pour « exploiter les vulnérabilités lui permettant d'accéder à des financements »¹⁵. Les forces Al-Qods utilisent des mécanismes de financement illicites à grande échelle, notamment en utilisant des sociétés-écrans pour exploiter le marché des changes aux Émirats arabes unis afin de se procurer et de transférer des centaines de millions de dollars américains. Al-Qods dissimule ses activités derrière des entreprises légales, tout en étant aidé par les plus hautes autorités iraniennes. En effet, le rapport américain accuse la Banque centrale iranienne (BCI) d'avoir participé à la dissimulation des transferts de fonds illicites au Hezbollah. En mai 2018, le Trésor américain a établi des sanctions contre le gouverneur de la BCI, Valiollah Seif et le directeur adjoint du département international de la BCI, directement impliqués dans ces activités de financement du terrorisme. Par ailleurs, le gouvernement américain accuse la République islamique d'Iran de mener des opérations de production de monnaie contrefaite. Utilisant des fournisseurs européens, notamment allemands, pour dissimuler leur identité, les Gardiens de la Révolution

¹⁴« Hamas : « Nous disposons de ressources financières suffisantes » », *The Times of Israel*, 26 mai 2021, consulté le 30 mai 2021, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com/hamas-nous-disposons-de-ressources-financieres-suffisantes/>

¹⁵ Groupe d'action sur l'Iran – Département d'État des États-Unis, « Un régime hors-la loi, chroniques des activités destructrices de l'Iran », *op.cit.*



se sont procurés des machines d'impression afin de produire des billets de banque yéménites contrefaits, utilisés pour financer les activités iraniennes au Yémen¹⁶.

Ce financement des groupes terroristes par la République islamique d'Iran s'inscrit dans une stratégie plus vaste de défense de ses intérêts dans le Moyen-Orient. Frappé d'un embargo sur le matériel militaire, l'Iran a mis en place d'autres stratégies militaires, principalement non conventionnelles afin de pallier son manque d'équipements militaires, qui ne font pas le poids face à des adversaires comme Israël ou l'Arabie Saoudite.

L'intégration de proxies dans la stratégie de défense de la République islamique d'Iran

Les forces armées iraniennes traditionnelles doivent faire face à un déficit d'équipements militaires et à un retard technologique dus à l'embargo international qui empêche l'Iran de pouvoir renouveler ses capacités militaires, notamment dans le domaine de l'aviation. Face à cela, les autorités iraniennes utilisent directement les groupes terroristes comme le Hezbollah comme proxies, afin de créer une stratégie de défense des intérêts iraniens dans la région. Ainsi les liens entre l'Iran et les groupes terroristes s'appuient sur une stratégie militaire visant à dépasser les faiblesses militaires iraniennes et apparaître comme un acteur majeur dans le Moyen-Orient.

L'utilisation de groupes terroristes dans la stratégie de défense de l'Iran

Le financement et l'aide apportés aux groupes terroristes sont intéressés : les autorités iraniennes voient dans ces liens le moyen de mettre en œuvre une stratégie militaire ambitieuse afin de pallier son déficit technologique dans le domaine militaire. Cela s'illustre dans le soutien aux groupes armés non-étatiques pouvant représenter une menace crédible pour l'adversaire, en utilisant des méthodes d'action de guerre non conventionnelle.

Les Gardiens de la Révolution participent aussi à la fourniture de matériel militaire structurée autour de deux axes : d'une part, la diffusion de capacités de production artisanale

¹⁶ Ibid



d'engins explosifs improvisés (EEI) et la diffusion de systèmes de roquettes de saturation ou des mortiers à roquettes, et d'autre part, la mise à disposition aux groupes partenaires d'armement lourd et sophistiqué afin que ces derniers aient toujours l'ascendant sur des concurrents locaux. Cette stratégie vise à mettre en place une dissuasion contre les puissances tierces adversaires : si les États-Unis qui sont implantés dans différents endroits du Moyen-Orient, notamment en Irak ou en Afghanistan, venaient à mener une attaque directe contre l'Iran alors la République islamique d'Iran déclencherait une vague d'agitations des milices pro-iraniennes contre leurs intérêts dans la région. Ainsi le coût d'une attaque sera beaucoup plus élevé que les bénéfices tirés d'une offensive sur le territoire iranien. L'idée est d'accroître le « coût éventuel de contre-mesures de puissance tierces hostiles » selon l'expression des chercheurs Morgan Paglia et Vincent Tourrat¹⁷.

Cette tactique s'inscrit plus généralement dans la volonté de s'appuyer sur les points faibles de l'adversaire. La République islamique d'Iran sait qu'elle ne peut faire le poids dans un conflit conventionnel face à Israël ou à une armée comme celle de l'Arabie Saoudite, alors elle va utiliser des groupes non-étatiques qui sont situés à l'extérieur de son territoire pour mettre en place une stratégie militaire crédible et dissuasive. Ne pouvant menacer la présence américaine au Moyen-Orient par des biais conventionnels, les autorités iraniennes vont délocaliser la guerre dans un champ « hors frontières »¹⁸. Cette doctrine permet de dissuader l'ennemi de passer à l'attaque en le persuadant que « le prix à payer pour remporter la victoire est disproportionné au regard des dommages qui lui seront infligés [...] cette pensée de la dissuasion repose sur le fait que l'opinion publique occidentale n'est pas prête à sacrifier ses soldats, même professionnels, pour une cause qui de toute évidence ne se justifierait pas »¹⁹. Ces dégâts lui seront infligés par le biais de groupes armés contrôlés par Téhéran qui leur fournit armes, entraînements militaires et soutien financier.

Ainsi, le financement des groupes terroristes au Moyen-Orient par la République islamique d'Iran permet au régime islamique chiite de palier son retard technologique et capacitaire militaire, en utilisant des groupes non étatiques. Ces derniers font partie intégrante

¹⁷ Paglia Morgan, Tourrat Vincent, « L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient, Les défis de la guerre par procuration » *op.cit.* p.35-36

¹⁸ Fayeaux Cédric, « Le concept de guerre asymétrique: une réalité stratégique? », *Pensées mili-terre Centre de doctrine et d'enseignement du commandement*, 28 septembre 2018, consulté le 29 mai 2021, disponible sur : https://www.penseemiliterre.fr/plugins/cdec/pdf/to_pdf.php?entry=554

¹⁹ Gauvrit Éric, « Les forces armées conventionnelles de l'Iran : état des lieux », *Outre-Terre*, vol. 28, no. 2, 2011 p.115



dans la stratégie défensive et offensive de l'Iran et permettant aussi de faire rayonner l'influence iranienne dans le Moyen-Orient.

L'aire d'influence iranienne au Moyen-Orient

L'expression « arc chiite » est utilisée pour la première fois par le roi de Jordanie Abdallah II, en décembre 2004, afin de mettre en avant une influence iranienne qui s'étendrait dans la région moyen-orientale. Le dirigeant sunnite craint l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement irakien pro-iranien qui pourrait permettre la création d'un axe Iran-Irak-Syrie-Liban capable de déstabiliser les régimes sunnites en place²⁰. À la suite de la victoire de Bachar al-Assad en Syrie lors de la guerre civile débutée en 2011, soutenu par l'Iran, et par le rapprochement de l'Iran et de l'Irak, il semble que la République islamique d'Iran utilise aussi ses proxies afin d'assurer une aire d'influence iranienne pour protéger ses intérêts.

Le traumatisme de la guerre Iran-Irak est encore présent dans l'esprit des décideurs iraniens : aucun État n'a soutenu la République islamique d'Iran durant ce conflit, montrant son isolement dans la région et par extension sa fragilité. L'intervention américain en Irak en 2003 permet la suppression de Saddam Hussein, l'ennemi de l'Iran depuis la guerre entre 1980 et 1988. Son départ permet aux chiites, majoritaires en Irak, de revenir sur le devant de la scène politique irakienne. L'Iran incite leurs ressortissants à s'installer en Irak afin de participer aux élections générales du 30 janvier 2005 et de voter pour des partis ou courant pro-iraniens. L'implantation iranienne via des œuvres caritatives pour pallier la défaillance étatique est aussi une stratégie utilisée par la République islamique d'Iran pour s'attirer les faveurs du peuple irakien et œuvrer à l'instauration d'une république islamique en Irak²¹. Le président égyptien Hosni Moubarak lui aussi alerte les États-Unis sur une possible intervention américaine en Iran qui serait dévastatrice pour l'ensemble du Moyen-Orient. En plein contexte de la découverte du projet nucléaire iranien et de la montée des tensions entre les institutions internationales et l'Iran, le président égyptien explique que les aides financières de Téhéran envers les populations chiites pourraient favoriser une mobilisation de ces populations dans les différents pays de la région. Hosni Moubarak explique aussi que « la majorité des chiites, dans l'ensemble de la

²⁰ Dumont Gérard-François, « L'Iran et le « Croissant chiite : mythes, réalités et prospective », *Géopolitiques*, 2008, p.142

²¹ Ibid



région, font allégeance à l'Iran davantage qu'à leur propre pays »²². Les dirigeants sunnites du Moyen-Orient craignent en effet une déstabilisation de leur régime et la diffusion des idées révolutionnaires islamiques iraniennes dans l'ensemble de la région. La République islamique d'Iran est donc perçue comme une puissance qui cherche à nuire à ses voisins et œuvre à la déstabilisation du Moyen-Orient.

Au Liban, la présence et l'influence iranienne se manifestent via le Hezbollah, institution solidement implantée dans l'ensemble du pays. En effet, ce dernier mène une action sociale importante par la création d'hôpitaux, d'écoles ou des centres d'équipements agricoles dans les régions les plus défavorisées du pays, où il vient ainsi remplacer l'État libanais. Engagé dans le champ politique, le parti du Hezbollah a acquis un certain poids depuis notamment son entrée au gouvernement en 2005. Bien qu'il ne dispose que de moins de 10% des sièges au Parlement, il fait partie de la coalition gouvernementale actuellement au pouvoir. Depuis la crise politique qui secoue le Liban depuis la fin d'année 2019, le Hezbollah s'est déclaré favorable aux mesures du FMI afin de mettre la pression sur ses partenaires politiques pour qu'ils acquièrent son soutien. En échange de ce dernier, le Hezbollah espère obtenir la protection de l'armement de sa branche armée. Aurélie Daher, spécialiste du Hezbollah, explique que ce dernier fonctionne plus comme un lobby que comme un véritable parti politique qui veut sécuriser ses intérêts, fort de sa grande popularité dans la société libanaise²³. Le Hezbollah continue ses actions armées et se prépare à un éventuel affrontement avec Israël, avec le soutien de la République islamique d'Iran.

Dans la même lignée que le Hezbollah, depuis la guerre contre Daesh en 2014 de nombreuses milices chiïtes irakiennes ont pris du poids sur la scène politique irakienne. Les milices pro-iraniennes ont ainsi saisi l'opportunité présentée par l'appel à la mobilisation générale de l'ayatollah Ali al-Sistani pour devenir des forces armées d'envergure en recrutant massivement des soldats irakiens chiïtes. Une coalition constituée de plusieurs milices irakiennes appelée « Unités de la Mobilisation populaire » (Hachd al-Chaabi) a participé activement à la lutte contre l'État islamique. Au sein de cette coalition, les brigades de la Kataeb Hezbollah se sont peu à peu imposées au sein du commandant de la Hachd al-Chaabi. Ces

²² Naïm Mouna, « Les propos du président égyptien Moubarak suscitent la colère des chiïtes », *Le Monde*, 10 avril 2006, consulté le 28 mai 2021, disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2006/04/10/les-propos-du-president-egyptien-moubarak-suscitent-la-colere-des-chiites_760022_3212.html

²³ « Quel rôle du Hezbollah dans la crise politique au Liban ? », Les enjeux internationaux, France Culture, 3 décembre 2020, disponible sur : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/frontiere-maritime-liban-israel-le-hezbollah-va-t-il-peser-dans-les-negociations>



brigades composées de 10 000 combattants, sont les seules à bénéficier de transferts de missiles et de technologies de pointe de la part de Téhéran²⁴. Même si cette milice se tient à l'écart de la scène politique pour le moment, les Kataeb Hezbollah constituent pour la République islamique d'Iran une force d'influence présente en Irak et qui a un poids sur les décisions de l'État irakien.

Dès l'instauration du régime islamique en 1979, Téhéran s'est fait le chantre de la lutte contre Israël et prône sa destruction. Son engagement auprès des Palestiniens est un moyen de rayonner dans l'ensemble du monde arabe, au-delà des clivages chiites-sunnites. En effet, le Hamas et le JIP profitent des aides financières et des transferts de technologie venant de l'Iran afin de pouvoir lutter efficacement contre l'État hébreu ou perpétrer des attentats contre les intérêts de ce dernier, au Moyen-Orient mais aussi dans le reste du monde. La République islamique d'Iran est vue comme un État voyou (« *Rogue state* ») par de nombreux pays en raison de son financement de ces groupes mais acquiert une certaine légitimité dans la lutte contre l'oppression occidentale auprès de nombreux groupes musulmans.

Même si cette affirmation de volonté de déstabilisation est à fortement nuancer, il semble intéressant de montrer une montée en puissance de la République islamique d'Iran dans la région depuis la chute du régime de Saddam Hussein en Irak et avec le conflit syrien dans les années 2010. En effet, l'utilisation du Hezbollah et de forces des Gardiens de la Révolution durant la guerre civile aux côtés des forces loyalistes a été un appui important pour le régime de Bachar al-Assad. La République islamique d'Iran gagne un certain prestige dans cette guerre qui semblait perdue d'avance par les loyalistes au vu des nombreux soutiens étrangers aux forces rebelles. Avec la Russie, l'Iran confirme son statut de partenaire privilégié pour le régime de Bachar al-Assad et peut menacer directement Israël depuis le territoire syrien. Sur le plateau du Golan, l'Iran veut s'implanter militairement, provoquant des opérations aériennes menées par l'État hébreu qui bombardent les positions iraniennes en Syrie. La menace d'une implantation durable iranienne sur le territoire syrien, et particulièrement au sud-ouest du pays, est prise très au sérieux par les autorités israéliennes.

²⁴ Sallon Hélène, « En Irak, l'emprise grandissante des milices chiites », *Le Monde*, consulté le 31 mai 2021, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/31/en-irak-l-emprise-des-milices-chiites_6064924_3210.html



CONCLUSION

Pour conclure, la République islamique d'Iran semble ainsi un État qui soutient activement des groupes armés terroristes comme le Hezbollah ou le Hamas via d'importants transferts de fonds mais aussi par l'aide à la formation des combattants fournie par les forces Al-Qods des Gardiens de la Révolution. Les autorités iraniennes participent aussi à la livraison de matériels militaires comme des armes lourdes et sophistiquées ainsi qu'à la diffusion d'un savoir-faire dans le domaine de la création d'engins explosifs improvisés ou de roquettes. Cette importante aide militaire est fournie alors même que la République islamique d'Iran subit depuis les années 2010 une grave crise économique et sociale qui s'est fortement aggravée avec le retrait des États-Unis des accords de Vienne sur le nucléaire iranien en mai 2018 et avec l'épidémie mondiale de coronavirus qui frappe le pays au cours de l'année 2020.

Pourtant, l'État iranien n'a pas infléchi sa politique d'aides aux groupes terroristes car ce soutien fait partie intégrante d'une stratégie militaire et d'influence plus larges. En effet, les groupes armés terroristes sont utilisés comme proxies par l'Iran afin de dissuader ses adversaires, notamment les États-Unis et Israël, de mener des attaques sur le territoire iranien. Par ailleurs, ces groupes peuvent être utilisés par l'État iranien comme force supplétive dans des conflits, comme en Syrie où des combattants du Hezbollah ont participé à la guerre civile aux côtés des brigades al-Qods iraniennes et des forces loyalistes syriennes. L'aide financière est un levier utilisé par les autorités iraniennes afin d'inciter les groupes armés à protéger les intérêts iraniens même si cet instrument connaît des limites. En effet, la guerre civile en Syrie a divisé le Hamas et la République islamique d'Iran qui soutenaient chacun un camp adverse, provoquant une période d'éloignement entre ces deux entités. Néanmoins, les autorités iraniennes estiment que la lutte contre l'État d'Israël est une cause où les intérêts de plusieurs organisations convergent avec la politique extérieure de l'Iran.

L'élection de Joe Biden à la tête des États-Unis en novembre 2020 relance la question de la levée des sanctions économiques. Le président démocrate s'est déclaré favorable aux accords sur le nucléaire et désire amener la République islamique d'Iran de nouveau à la table des négociations pour que les États-Unis réintègrent ces accords. Cela pourrait permettre la levée des sanctions économiques qui pèsent très lourdement sur la société iranienne et débloquer des sources de financement pour l'État iranien qu'il pourrait réinjecter dans les groupes terroristes.